Française Arrondi Envoyé en préfecture le 02/10/2025

Reçu en préfecture le 02/10/2025 5

ID 033-213301260-20250929-2025_040-DE

Commune de CIVRAC-DE-BLAYE

Délibération n°2025-040

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 29 septembre 2025

Le 29 septembre 2025 à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune dûment convoqué en date du 19 septembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur Florian DUMAS, Maire.

Présents : F. DUMAS (Le Maire), F. MATHE (Adjointe), F. BOULOT (Adjoint), E. CANU, O. CLABAUX, M-H. DUPUY, M. GRACIA, A. GRIMARD, A. GUILLOT, N. MOTARD, F. RIVIER.

Absents excusés: L. BOUVERET, A. CAVARD, E. POUIT.

Secrétaire de séance : F. BOULOT

NOMBRE DE MEMBRES:

En exercice: 14 Présents: 11 Exprimés: 11

Pour: 11 Contre: 0 Abstention: 0

OBJET:

Convention de servitude sur la parcelle cadastrée ZD 56

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2023-035 du 23 octobre 2023, relative à la rétrocession de la parcelle ZD 38 à la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde (CCLNG);

Considérant le projet de la CCLNG de créer un Accueil de Loisirs Sans Hébergement sur ladite parcelle ;

Considérant l'opportunité de créer un accès mutualisant l'accès du ALSH, celui des bâtiments techniques, de l'aire du camping-car et du parc de la mairie ;

Considérant la convention de servitude sur la parcelle cadastrée ZD 56, proposée par la CCLNG;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal DECIDE à l'unanimité :

- De valider la convention de servitude sur la parcelle cadastrée ZD 56, entre la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde.
- D'autoriser le Maire à la signer.

Fait à CIVRAC DE BLAYE, le 29 septembre 2025 Pour extrait certifié conforme délibéré le 29 septembre 2025

Le Maire, Florian DUMAS

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la Côlléctivité.

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa réception.